

BVGer A-1268/2021 vom 31. Mai 2022

Bundesverwaltungsgericht, 2022-05-31, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_A-1268_2021

FR: TAF A-1268/2021 du 31 mai 2022

IT: TAF A-1268/2021 del 31 maggio 2022

Regeste

Entreprises de l'aviation

Erwägungen

E. 4

Ceci posé, le Tribunal se saisira en premier lieu du grief pris de l'admissibilité de la nouvelle pratique de l'autorité inférieure.

E. 4.1

Les arguments des parties peuvent être résumés comme suit.

E. 4.1.1

L'autorité inférieure souligne qu'elle n'a pas pris comme prétexte la procédure devant son instance pour modifier la pratique de la voltige, mais qu'elle y avait été conduite par l'instruction du dossier suite à sa saisine par l'intimée. Elle a choisi de supprimer les box de voltige, considérant qu'ils n'étaient pas compatibles avec la législation actuelle, tant sur le plan des règles concernant la voltige que sur celui de la protection de l'environnement. Elle juge que les box d'acrobatie sont une source concentrée de bruit, que la voltige itinérante permettrait de mieux disséminer. Faisant application du principe de prévention, elle a entendu diminuer le bruit inhérent à la pratique de la voltige dans la mesure du possible (cf. art. 3 al. 1 OPB). Elle s'est également fondée sur la feuille d'information « la magie de la voltige aérienne » (cf. supra consid. B.c), recommandant d'éviter la concentration du bruit dans un lieu unique et préconisant de favoriser la voltige aérienne itinérante. Elle justifie en outre sa nouvelle pratique par un impératif de sécurité, l'indication de la présence de box d'acrobatie - alors que la voltige pouvait s'effectuer de manière itinérante partout - étant une source de risque, en ce que les pilotes pouvaient considérer à tort que la voltige ne s'effectuerait que dans l'espace limité mentionné.

E. 4.1.2

La recourante conteste quant à elle cette nouvelle pratique. Elle considère dans un premier argument que l'autorité inférieure ne pouvait pas en traiter dans sa décision, les faits dont l'intimée s'était plainte n'étant pas en lien avec le vol acrobatique. Selon elle, les images produites à l'appui de la dénonciation relevaient bien plutôt de vols de qualification. La recourante s'insurge également du fait que l'autorité inférieure ait saisi le prétexte de cette procédure pour lui imposer sa nouvelle politique, en mettant en outre les frais à sa charge. En deuxième argument, la recourante soutient que la suppression du box de voltige n'était pas justifiée. Pour elle, il ne concentrait pas les nuisances de manière prépondérante. Le responsable local de la voltige étant le directeur de la SAA, le concept de voltige itinérante était forcément déjà mis en oeuvre. Elle se réfère à son courrier du 17 juillet 2020 devant

l'autorité inférieure, dans lequel elle explique que le box d'acrobatie n'est utilisé que lorsqu'il apporte une valeur ajoutée ou est obligatoire à la pratique de la voltige. A titre d'exemples, elle mentionne les vols de compétition, les vols d'examen ou encore les vols exigeant une surveillance. En outre, elle avance que la Direction (...) de l'environnement (...) du canton de (...) a reconnu que l'aérodrome C._____ respectait le cadastre de bruit disponible selon les exigences de l'OPB. Enfin, elle considère que la mention d'un box acrobatique renforce la sécurité, à l'inverse de ce que soutient l'autorité inférieure. Elle cite plusieurs références pour renforcer son propos, notamment la check-list établie par la SAA pour les vols acrobatiques, qui mentionne les box de voltige et l'art. 138 de l'ordonnance du 14 novembre 1973 sur l'aviation (OSAv, RS 748.01). Elle relève que les cartes officielles publiées par la Confédération mentionnent d'autres éléments pour que les usagers prennent conscience de potentielles activités spécifiques, tel par exemple le parachutisme. Elle ajoute encore que le box d'acrobatie est situé sur les voltes de départ et d'arrivée à l'aérodrome, rendant son inscription nécessaire sur la carte VAC. Dans un troisième argument, elle relève qu'aucun fait nouveau ne justifie la nouvelle pratique. Elle observe en particulier l'absence d'un examen de sécurité qui aurait dû précéder ledit changement, ainsi que le fait que l'autorité inférieure n'a pas consulté la SAA. Dans sa réplique, elle ajoute que l'autorité inférieure évoque l'avis d'experts dans sa réponse, alors que le dossier ne contient aucune pièce y afférente.

E. 4.1.3

L'intimée explique que, dans sa dénonciation, elle s'est plainte d'une « recrudescence des manoeuvres acrobatiques ou assimilées au-dessus du Centre », rendue possibles et concentrées à cet endroit par le secteur de voltige. Dans sa réponse, elle attire l'attention sur l'importance des vols effectués dans le box d'acrobatie (25 à 30% des vols acrobatiques selon les allégations de la recourante) et les nuisances en découlant. Pour le reste, ses arguments se recourent en substance avec ceux de l'autorité inférieure.

E. 4.2

Quant à la notion de « pratique », le Tribunal observe qu'elle désigne la répétition régulière et constante dans l'application d'une norme par les autorités administratives de première instance. Les pratiques ne peuvent être une source du droit et ne lient pas le juge. Elles peuvent néanmoins avoir indirectement un effet juridique, par le biais du principe de l'égalité de traitement ou celui de la confiance légitime au sens des art. 8 et 9 Cst. (cf. ATF 146 I 105 consid. 5.2.2 ; arrêts du TAF A-5970/2017 du 17 décembre 2019 consid. 4.5.1, A-1438/2014 du 17 août 2015 consid. 2.4.1 ; Moor/Flückiger/Martenet, Droit administratif, vol. I, 3e éd. 2012, n° 2.1.3.3 p. 89). Une pratique bien établie acquiert un poids certain. De la même manière qu'un revirement de jurisprudence décidé par une autorité judiciaire, un changement de pratique administrative doit reposer sur des motifs sérieux et objectifs, c'est-à-dire rétablir une pratique conforme au droit, mieux tenir compte des divers intérêts en présence ou d'une connaissance plus approfondie des intentions du législateur, d'un changement de circonstances extérieures, de l'évolution des conceptions juridiques ou des moeurs. Les motifs doivent être d'autant plus sérieux que la pratique suivie jusqu'ici est ancienne. A défaut, elle doit être maintenue, le principe de la sécurité juridique l'emportant alors sur le principe de la légalité (cf. ATF 146 I 105 consid. 5.2.2, 145 I 227 consid. 4, 142 V 112 consid. 4.4 ; cf. ég. arrêt du TAF A-5970/2017 du 17 décembre 2019 consid. 4.5.1).

E. 4.3

Sur ce vu, il convient de retenir ce qui suit au cas d'espèce.

E. 4.3.1

Il n'est certes pas établi que les vidéos et photographies que l'intimée a annexées à sa requête soient bien représentatives de voltige aérienne. Toutefois, l'intimée faisait également référence à des « passages répétés à basse altitude et haute vitesse, virages serrés, tonneaux, ressources, vols sur la tranche, évolutions brusques, etc. », soit autant d'éléments qui entrent dans la définition de l'acrobatie aérienne selon l'art. 2 du règlement d'exécution (UE) du 26 septembre 2012 no 923/2012 de la Commission européenne établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne [...], applicable en vertu de l'art. 1 al. 1 de l'Accord conclu le 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien [Accord sur le transport aérien, RS 0.748.127.192.68]). En outre, ses conclusions se référaient explicitement au secteur réservé à l'acrobatie. Enfin, le fait que le jour où le cheval s'est blessé, il n'y ait eu aucune activité de voltige aérienne à l'aérodrome n'est pas relevant. En effet, il ne s'agit pas d'une question de responsabilité pour laquelle cette question devrait être résolue. L'intimée, en utilisant les vidéos et photographies produites, entendait seulement soutenir sa requête à l'encontre du box de voltige, qui occasionne des nuisances particulières invoquées.

E. 4.3.2

L'analyse des autres griefs de la recourante implique de se pencher sur l'admissibilité de la nouvelle pratique de l'autorité inférieure. En l'espèce, il est question de la suppression des box d'acrobatie. L'autorité inférieure fonde son raisonnement sur la sécurité et la diminution de nuisances pour les riverains, invoquant notamment à cet effet les art. 11 LPE et 3 al. 2 OPB. Ses motifs sont pertinents.

E. 4.3.2.1

En effet, il est d'intérêt public de ne pas créer de fausses attentes pour les pilotes survolant la région. Il peut raisonnablement être admis que la présence d'un box de voltige serait susceptible d'amener les pilotes à considérer que celle-ci s'y concentrera et, ainsi, à réduire leur vigilance hors cette zone. En toute hypothèse, un pilote survolant l'aérodrome est tenu de s'annoncer conformément à l'art. 15 de l'ordonnance du 20 mai 2015 concernant les règles de l'air applicables aux aéronefs (ORA, RS 748.121.11). Ce faisant, le contact radio permettra de prévenir en cas d'activité de voltige, et la présence du box d'acrobatie ne changera rien, ni n'apportera de sécurité supplémentaire dans cette hypothèse. De manière générale, le contact radio dans l'espace aérien contrôlé assure également une diminution des risques d'accident. En outre, il est patent que le fait de prévoir un box de voltige concentrera des vols au même endroit. La recourante relève elle-même, dans son écriture du 17 juillet 2020 à l'autorité inférieure, que 25 à 30 % des vols de voltige au départ de l'aérodrome sont réalisés dans le secteur figurant sur la carte VAC.

E. 4.3.2.2

De plus, la voltige aérienne engendre un volume sonore élevé. En effet, elle entraîne de nombreuses alternations de vitesses et les manoeuvres effectuées nécessitent souvent une vive poussée du moteur qui émet alors un bruit plus sonore que lors d'un vol habituel, en particulier lorsque les changements sont brusques, rapides et répétés. La concentration élevée génère des nuisances plus importantes en matière de bruit, qui seront réduites de manière significative par la suppression du box de voltige.

E. 4.3.2.3

Ces motifs, sérieux et objectifs, se basent en outre sur un souci, de la part de l'autorité inférieure, de mieux se conformer aux objectifs dans le domaine. Elle cite pour ce faire la feuille d'information « la magie de la voltige aérienne » préconisant diverses mesures, dont la favorisation de la voltige itinérante, afin de réduire les nuisances générées par cette activité. Pour pertinent que soit l'avis de la SAA, c'est toutefois à l'autorité inférieure qu'il incombe finalement de déterminer, en fonction de la pratique qu'elle poursuit, les mesures qu'elle estime les plus pertinentes. La solution retenue au cas d'espèce permet de mieux tenir compte des intérêts en présence et se traduit par une meilleure conception de la situation générale.

E. 4.3.2.4

En outre, l'autorité inférieure a manifesté son intention de régler la situation de manière générale (cf. échange de courriers entre l'autorité inférieure et l'aérodrome D._____, annexé à la réplique et à la duplique). Elle a également précisé attendre l'issue du litige afin de prendre d'autres mesures. Le Tribunal arrive ainsi à la conclusion que la nouvelle pratique de l'autorité est justifiée.

E. 4.3.3

Quant à son application à la procédure en cours, le Tribunal constate qu'il s'agit d'une question d'opportunité. L'autorité inférieure dispose d'une marge d'appréciation quant à savoir si la nouvelle pratique doit faire l'objet d'une application immédiate ou non. Ayant pu établir qu'elle s'inscrivait dans l'objet du litige, l'autorité inférieure était fondée à appliquer sa pratique aussitôt. C'est souvent lors de situations résultant d'une dénonciation que l'autorité administrative prend connaissance d'éléments nécessitant de revenir sur une ancienne pratique et il est généralement admis qu'elle saisisse cette opportunité pour mettre en oeuvre la nouvelle, plus en adéquation avec les conceptions actuelles.

E. 5

Ceci établi, la recourante élève encore divers arguments en lien avec l'application de cette nouvelle pratique.

E. 5.1

Elle fait valoir que l'autorité inférieure a reconnu valable pendant de nombreuses années l'inscription du box d'acrobatie sur la carte VAC. Celle-ci ne saurait ainsi être remise en question sans fondement démontré et justifié. Elle invoque également la protection de sa bonne foi, en ce qu'elle a adapté son comportement à celui de l'autorité inférieure. Dans sa réplique, elle précise que l'acceptation de l'autorité inférieure, transcrit par la publication de la carte VAC, lui donne droit à la garantie de la situation acquise. La recourante invoque encore une violation du principe de la proportionnalité, en ce que la mesure ne serait pas nécessaire à atteindre le but d'intérêt public visé. Au demeurant, elle conteste même que la mesure poursuive un intérêt public. Enfin, elle considère que les conditions d'une demande de révision n'étaient pas données en l'espèce, de sorte que l'autorité inférieure ne pouvait pas revenir sur sa décision (à savoir l'inscription du box de voltige dans la carte VAC et sa publication subséquente).

E. 5.2

L'autorité inférieure a considéré dans la décision attaquée que la publication de la carte VAC dans l'AIP avait un caractère informatif et qu'il ne s'agissait pas d'une approbation

formelle de sa part. Ainsi, la recourante ne pouvait invoquer la protection de la bonne foi ou la sécurité juridique en lien avec ces éléments. L'intimée soutient ce raisonnement. Cette dernière considère également qu'aucune autre mesure n'aurait permis d'atteindre le but visé, à savoir rétablir une situation conforme au droit.

E. 5.3.1

Applicable à toute l'administration, mais aussi à l'administré lui-même, le principe de la bonne foi, inscrit aux art. 5 al. 3 et 9 Cst., peut se diviser en trois sous-principes : l'interdiction du comportement contradictoire (cf ATF 146 I 105 consid. 5.1.1, 143 IV 117 consid. 3 ; arrêt du TAF A-3005/2016 du 6 avril 2017 consid. 3.4.1), la protection de la confiance et l'interdiction de l'abus de droit (cf. ATF 141 V 530 consid. 6.2 ; arrêt du TF 1P.701/2004 du 7 avril 2005 consid. 4.2 ; arrêt du TAF A-5970/2017 du 17 décembre 2019 consid. 4.5.1). Le principe de la bonne foi confère en particulier à chacun le droit à la protection de la confiance légitimement placée, notamment, dans une assurance ou un renseignement donné par une autorité, lorsque certaines conditions cumulatives - qu'il n'est pas nécessaire de développer ici - sont remplies (cf. ATF 141 V 530 consid. 6.2 ; arrêt du TF 1C_277/2020 du 27 août 2020 consid. 2.2).

E. 5.3.2

Au cas d'espèce, le Tribunal retient que l'autorité inférieure n'a pas violé le principe de la bonne foi. En premier lieu, on ne saurait retenir qu'elle s'est comportée de manière contradictoire, vu le changement de pratique justifié retenu en l'espèce et le temps écoulé entre le moment durant lequel elle a admis le box de voltige et celui où elle a décidé de le faire supprimer. La question serait bien plutôt celle de la révocation de l'éventuelle décision. A ce sujet, il n'est guère nécessaire de trancher la question de la qualification de l'approbation par l'autorité inférieure de la carte VAC et sa publication. En effet, quand bien même celle-ci devrait être qualifiée de décision, sa révocation serait justifiée. Comme relevé ci-dessus (cf. supra consid. 4.3), l'autorité inférieure a adopté une nouvelle pratique correspondant à une meilleure appréciation de la situation et permettant de mieux garantir la sécurité de l'espace aérien ainsi que de se conformer à la politique qu'elle met en oeuvre. L'application du droit au cas d'espèce a été ajustée en conséquence. Il s'agit d'un motif de révocation, et l'importance de l'intérêt public de la sécurité ainsi que l'état de fait durable instauré par l'inscription du box de voltige commanderait de révoquer la décision (cf. ég. ATF 147 V 234 consid. 5.2, 135 V 215 consid. 5.2), si tant est qu'elle soit à qualifier de telle. En deuxième lieu, lorsque la recourante fait valoir avoir adapté son comportement suite à l'assurance reçue de l'autorité inférieure, sa bonne foi n'en est pas plus protégée. En effet, si elle a certes pu utiliser le box d'aviation durant de nombreuses années suite à l'approbation par l'autorité inférieure de son inscription sur la carte VAC de l'aérodrome, la recourante ne pouvait de bonne foi en déduire qu'elle pourrait continuer à disposer d'un box de voltige à cet endroit pour toujours. En troisième et dernier lieu, il n'y a pas de garantie de la situation acquise en l'espèce. En effet, un droit acquis ne peut découler que d'une coutume, de l'histoire, d'un contrat de droit administratif, d'une concession, d'une loi ou d'une décision (cf. Dubey/Zufferey, Droit administratif général, 2014, n. 1329). Dans le cas d'espèce, aucun de ces actes ne permet de fonder un droit acquis à conserver l'inscription du box de voltige et, en particulier, aucune loi ne prévoit cette situation. Au surplus, quand bien même l'on devrait à nouveau qualifier l'approbation puis la publication dans la carte VAC de décision, celle-ci ne créerait pas de droit acquis pour la recourante, en ce que l'autorité inférieure n'a jamais pris l'engagement de l'irrévocabilité de cette décision.

E. 5.4.1

Pour satisfaire au principe de la proportionnalité qui détermine la mise en oeuvre de l'action de l'Etat (cf. art. 5 al. 2 Cst.), il faut que la décision prononcée soit apte à produire les résultats escomptés (règle de l'aptitude), que ceux-ci ne puissent être atteints par une mesure moins incisive (règle de la nécessité) et qu'il existe un rapport raisonnable entre le but d'intérêt public recherché par cette mesure et les intérêts privés en cause, en particulier la restriction à la liberté personnelle qui en résulte pour la personne concernée (principe de la proportionnalité au sens étroit ; cf. ATF 142 I 76 consid. 3.5.1, 136 IV 97 consid. 5.2.2 et réf. cit.).

E. 5.4.2

En l'occurrence, la mesure proposée est apte à atteindre le but de sécurité publique visé, à savoir garantir la sécurité aérienne. Elle est également nécessaire, quoiqu'en dise la recourante, en ce sens qu'aucune autre mesure ne permet de fournir le même niveau de sécurité. En effet, le Tribunal a retenu que l'indication d'un box de voltige, lequel n'exclut toutefois pas la pratique de la voltige itinérante, était source de confusion pour les pilotes (cf. supra consid. 4.3.2.1). La proposition de l'autorité inférieure d'indiquer, par un symbole, qu'une activité de voltige peut être réalisée dans une certaine zone, serait certes une mesure envisageable. Toutefois, la suggestion de la recourante, à savoir la combinaison d'un symbole sur la carte OACI avec l'indication de la zone litigieuse sur la carte VAC ne permettrait, selon toute vraisemblance, pas d'éviter la confusion susmentionnée. En effet, la carte OACI, à l'échelle 1:500 000, ne garantit pas la précision supplémentaire et il pourrait en être erronément déduit que le symbole correspond au box de voltige qui serait mentionné sur la carte VAC, à l'échelle 1:100 000. Enfin, la mesure est également proportionnée au sens strict, en ce sens que l'intérêt public à la sécurité aérienne l'emporte sur les autres intérêts en jeu. En particulier, comme le relève à juste titre les parties à la présente procédure, la pratique de la voltige en elle-même n'est pas concernée, de sorte que les pilotes pourront continuer à l'exercer de manière itinérante. Au demeurant, cela n'empêchera pas la recourante d'utiliser ponctuellement certaines zones délimitées afin de continuer à exercer les activités nécessitant justement un espace démarqué pour la pratique de la voltige. Son inscription et son emplacement sont en effet seuls litigieux dans le cadre de la présente procédure.

E. 6

Il résulte des considérants qui précèdent que la suppression du box de voltige résulte d'une nouvelle pratique admissible de l'autorité inférieure, qu'elle ne contrevient pas au principe de la bonne foi et, enfin, qu'elle est proportionnée. Cela scelle le sort du recours A-1268/2021 du 19 mars 2021, qui sera rejeté. En effet, la conclusion qui précède rend inutile l'examen des autres griefs développés par la recourante. Il s'agit en particulier de la question de la licéité de l'inscription du box de voltige dans la carte VAC de l'aérodrome, en lien avec la procédure précédant son adoption et les éléments mentionnés à l'appui de cette argumentation, à savoir la nécessité ou non de mentionner le box de voltige dans le règlement d'exploitation de l'aérodrome ou encore le respect du principe de prévention qui serait, selon les mesures mises en oeuvre par la recourante, déjà assuré. De même, la question d'une éventuelle prescription ou péremption du droit de revenir sur la publication dans l'AIP n'est pas déterminante.

E. 7

Il convient encore de statuer sur le recours formé contre la décision du 22 mars 2021 relative aux frais de procédure.

E. 7.1.1

Dans sa décision, l'autorité inférieure a fixé les frais de procédure à 2'000 francs, qu'elle a mis à la charge de la recourante. Elle se réfère à l'art. 51 OEmol-OFAC. Pour fixer le montant des frais de procédure, elle a facturé, en fonction du travail occasionné, deux heures de « prestation cadre » ainsi que dix heures et demi de « prestation juriste », tous deux à 160 francs l'heure. Dans le cadre de l'échange d'écritures, l'autorité inférieure a fait valoir qu'elle avait agi conformément à l'OEmol-OFAC, en particulier son article 13, lequel prescrit qu'en principe, dès que la décision est rendue, l'autorité inférieure fixe l'émolument, les débours ainsi que le mode et le délai de paiement. Se référant à sa décision, en particulier à sa motivation sur le fond, elle réfute l'allégation selon laquelle un changement de pratique serait mis à la charge financière d'un administré. Elle conteste que les frais puissent être mis, comme requis, à la charge de l'intimée. S'agissant de la quotité des heures facturées, l'autorité inférieure explique que l'instruction du dossier a duré deux ans et demi, qu'un certain nombre de recherches ont dû être effectuées et que de multiples échanges d'écritures ont été réalisés. Elle précise que des stagiaires ont été en charge du dossier, raisons pour laquelle toutes les heures effectives n'ont pas été calculées.

E. 7.1.2

L'intimée pour sa part relève que l'autorité inférieure a fait droit à deux de ses trois conclusions et rejeté les conclusions de la recourante, de sorte que les frais de procédure devraient être mis à la charge de cette dernière.

E. 7.1.3

La recourante conteste que l'autorité inférieure puisse mettre les frais de l'application d'une nouvelle pratique à sa charge. Elle fait valoir ne pas avoir sollicité de prestation de l'autorité inférieure, de sorte que, conformément à l'art. 3 OEmol-OFAC, elle ne peut être tenue de payer un émolument. Elle invoque le principe de la bonne foi, en ce sens qu'elle s'est fondée sur l'approbation donnée durant de nombreuses années par l'autorité inférieure du box de voltige sur la carte VAC de l'aérodrome. En lien avec le nombre d'heures facturées, elle conteste leur quotité.

E. 7.2.1

Faute de disposition topique dans les règles générales de procédure, la procédure de première instance est en principe gratuite, sauf si une loi spéciale prévoit un émolument (cf. Bovay, Procédure administrative, 2e éd. 2015, p. 634 ; cf. ég. arrêts du TAF A-6293/2020 du 16 février 2022 consid. 13.3, A-3056/2021 du 13 janvier 2022 consid. 9 et B-2888/2020 du 27 avril 2021 consid. 2). Tel est le cas de l'OEmol-OFAC, qui, à son article 1, alinéa 1, règle la question des émoluments perçus pour des décisions rendues et des prestations fournies par l'OFAC. Les dispositions de l'ordonnance générale sur les émoluments du 8 septembre 2004 (OEmol, RS 172.041.1) sont applicables à titre subsidiaire (cf. art. 2 OEmol-OFAC). Selon l'art. 3 OEmol-OFAC, toute personne qui provoque une décision ou sollicite une prestation de l'OFAC est tenue de payer un émolument. Les émoluments relatifs aux autres décisions et prestations relevant de la surveillance des installations d'infrastructure aéronautique et de tout autre terrain d'atterrissage sont perçus en fonction du temps consacré (cf. art. 51 OEmol-OFAC). L'art. 5 OEmol-OFAC prévoit que, si un montant forfaitaire n'est pas prévu par l'ordonnance, les émoluments sont calculés en

fonction du temps consacré, cas échéant dans les limites d'un cadre tarifaire (al. 1). Le tarif horaire varie entre 100 et 200 francs, tenant compte des connaissances requises par les personnes en charge du dossier (al. 2).

E. 7.2.2

Toute décision au sens de l'art. 5 PA rendue par une autorité doit régler la question des frais, de sorte que le dispositif de la décision contient un chiffre sur les frais (cf. Jacques Dubey/Jean-Baptiste Zufferey, *Droit administratif général*, Bâle 2014, n. 951 p. 339), lesquels constituent un accessoire de la décision (cf. arrêt du TF 2C_1146/2012 du 21 juin 2013 consid. 1.1. et réf. cit.; arrêt du TAF A-444/2014 du 21 mai 2015 consid. 3.2 ; Bernard Corboz, in: Corboz/Wurzburger/Ferrari/Frésard/Girardin [éd.], *Commentaire de la LTF*, 2e éd, Berne 2014, n. 4 ad. art. 62 LTF). Le principe d'une décision ultérieure et séparée sur les frais est également admis par la jurisprudence (cf. notamment l'arrêt du TAF A-444/2014 précité consid. 3).

E. 7.2.3

Les émoluments judiciaires sont des contributions causales qui trouvent leur fondement dans la sollicitation d'une prestation étatique. Ils doivent respecter les principes de la couverture des frais et de l'équivalence (cf. ATF 145 I 52 consid. 5.2, 143 I 52 consid. 4.3.1 ; cf. ég. Bovay, op. cit., p. 634). Le principe d'équivalence - qui est l'expression du principe de la proportionnalité en matière de contributions publiques - implique que le montant de la contribution soit en rapport avec la valeur objective de la prestation fournie et reste dans des limites raisonnables (cf. ATF 145 I 52 consid. 5.2.3, 143 I 227 consid. 4.2.2, 143 I 220 consid. 5.2.2). Le principe d'équivalence n'exige pas que la contribution corresponde dans tous les cas exactement à la valeur de la prestation ; le montant de la contribution peut être calculé selon un certain schématisme tenant compte de la vraisemblance et de moyennes (cf. ATF 145 I 52 consid. 5.2.3, 143 I 220 consid. 5.2.2, 143 I 147 consid. 6.3.1). La contribution doit cependant être établie selon des critères objectifs et s'abstenir de créer des différences qui ne seraient pas justifiées par des motifs pertinents (cf. ATF 143 I 220 consid. 5.2.2 ; arrêt du TF 2C_553/2016 du 5 décembre 2016 consid. 5.2 ; Adrian Hungerbühler, *Grundsätze des Kausalabgabenrechts, Eine Übersicht über die neuere Rechtsprechung und Doktrin*, in: *Zentralblatt [ZBI] 104/2003* p. 522 et les réf. citées). Le tarif de l'émolument ne doit en particulier pas empêcher ou rendre difficile à l'excès l'utilisation de certaines institutions (voir ATF 145 I 52 consid. 5.2.3, 143 I 227 consid. 4.3.1, 120 Ia 171 consid. 2a et la réf. citée).

E. 7.3.1

En l'espèce, l'autorité inférieure a respecté les dispositions susmentionnées dans sa décision du 22 mars 2021. En effet, elle a statué sur le principe des frais dans sa décision du 17 février 2021 et fixé les émoluments ensuite dans une décision ultérieure conformément au principe prévu à l'art. 13 al. 1 OEmol-OFAC. Elle n'était pas tenue d'attendre qu'il soit statué sur le recours dès lors que le Tribunal de céans statue généralement en réforme (cf. art. 61 al. 1 PA ; cf. ég. arrêt du TAF A-444/2014 précité consid. 3.2 à ce sujet). De même, elle a rendu une décision suite à la requête en constatation d'activité illicite et en adaptation du règlement d'exploitation déposée par l'intimée, qu'elle a qualifiée de dénonciation. Ce faisant, son activité s'inscrivait dans le cadre de l'art. 1 al. 1 OEmol-OFAC, ainsi que celui de l'art. 51 OEmol-OFAC, soit des décisions relevant de la surveillance des installations d'infrastructure aéronautique et de tout autre terrain d'atterrissage. Enfin, par son

comportement, la recourante a provoqué la décision de l'autorité inférieure au sens de l'art. 3 OEmol-OFAC. En toute hypothèse, la recourante devait s'attendre à ce que l'autorité inférieure rende une décision suite à la requête de l'intimée en constatation d'illicéité au sujet du box de voltige, sur le vu des nuisances invoquées et des conclusions de cette requête, dont la recourante était elle-même la cause.

E. 7.3.2

Quant à la question de savoir si l'autorité inférieure était en droit de mettre les frais de sa nouvelle pratique à la charge de la recourante, il y a lieu de préciser ce qui suit. Le Tribunal a confirmé la décision de l'autorité inférieure, constatant que sa nouvelle pratique était admissible et applicable au cas d'espèce. L'autorité inférieure avait en outre développé le grief de l'intimée relatif à la présence du box de voltige dans la carte VAC de l'aérodrome et à la procédure à suivre pour ce faire. Or, du moment que le Tribunal confirme le résultat de la décision attaquée, un raisonnement juridique erroné ne représente qu'un vice de nature formelle (cf. à ce sujet Kneubühler/Pedretti, in : Auer/Muller/Schindler (édit.), VwVG Kommentar, 2e éd. 2019, art. 35 n. 21 ; Jacques Dubey, Droits fondamentaux Volume II - Libertés, garanties de l'Etat de droit, droits sociaux et politiques, 2017, n. 4077), sans conséquences pratiques (cf. Tanquerel, Manuel de droit administratif, 2011, n. 898 et la jurisprudence citée : ATF 125 V 368 consid. 3b ; cf. ég. dans ce sens ATF 140 V 85 consid. 4.2). Ceci a pour conséquence que, sur le principe, l'autorité a, à juste titre, mis les frais à la charge de la recourante. En toute hypothèse, la décision concerne la situation concrète de l'aérodrome B._____. Il ne s'agit pas de la mise en oeuvre générale de sa nouvelle pratique.

E. 7.3.3

Il s'agit encore d'analyser la question du total d'heures facturé, à savoir, si le montant s'inscrit dans le principe d'équivalence. A ce sujet, le cas n'était pas de faible complexité. En effet, la décision du 17 février 2021 comporte 8 pages. Les faits ont été établis après diverses mesures d'instruction, l'autorité inférieure ayant dû consulter divers services et notamment chercher (ou faire chercher) dans les archives les anciennes cartes VAC de l'aérodrome. En outre, les parties ont chacune déposé plusieurs écritures. L'autorité inférieure a ensuite développé soigneusement divers argumentations juridiques pour répondre aux griefs soulevés par la recourante, lesquelles ont nécessité le rappel de plusieurs législations spécialisées, comme la loi sur la protection de l'environnement. Enfin, la durée de traitement du dossier (plus de trois ans : requête de l'intimée déposée le 20 novembre 2017 ; décision rendue le 17 février 2021) n'est pas négligeable et explique également à lui seul le nombre d'heures final. Enfin, l'autorité inférieure a appliqué un tarif de 160 francs. Ce montant se situe vers le milieu de la fourchette prévue à l'art. 5 al. 2 OEmol-OFAC. Vu les questions juridiques de la cause, la décision attaquée et les échanges d'écritures, l'autorité inférieure n'a pas excédé son pouvoir d'appréciation en retenant ce tarif. La même conclusion doit s'appliquer pour le nombre d'heures utilisées pour traiter du cas.

E. 7.4

Il s'ensuit que le recours du 21 avril 2021 doit également être rejeté et la décision de l'autorité inférieure du 22 mars 2021 être confirmée.

E. 8

Demeure à trancher la question des frais et des dépens de la présente cause jointe.

E. 8.1

Conformément à l'art. 63 al. 1 PA et aux art. 2 et 4 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2), les frais de procédure sont arrêtés en l'occurrence à 2'000 francs. Ils sont mis à la charge de la recourante, qui succombe, et seront prélevés sur l'avance de frais du même montant qu'elle a déjà versée.

E. 8.2

Le Tribunal peut, d'office ou sur requête, allouer à la partie ayant entièrement ou partiellement gain de cause une indemnité pour les frais indispensables et relativement élevés qui lui ont été occasionnés (cf. art. 64 al. 1 PA et art. 7 ss FITAF). Les autorités fédérales et, en règle générale, les autres autorités parties n'ont pas droit aux dépens (cf. art. 7 al. 3 FITAF). Les dépens comprennent les frais de représentation et les éventuels autres frais de la partie (cf. art. 8 al. 1 FITAF). Conformément à l'art. 14 al. 1 FITAF, le Tribunal fixe les dépens sur la base de la note de frais déposée ou, à défaut, sur la base du dossier (cf. art. 14 al. 2 FITAF), une motivation sommaire à ce sujet étant suffisante (cf. arrêts du TAF A-1900/2019 du 19 mai 2021 consid. 10.1 ; A-7744/2015 du 29 novembre 2017 consid. 10.2.1). En l'occurrence, dans la mesure où la recourante succombe entièrement, il n'y a pas lieu de lui allouer des dépens. Il en va de même de l'autorité inférieure, dès lors qu'il s'agit d'une autorité fédérale (cf. art. 7 al. 3 FITAF). En revanche, l'intimée a droit à une indemnité pour les frais nécessaires causés par le litige, étant donné qu'elle obtient gain de cause et qu'elle a eu recours aux services d'une mandataire professionnelle. Le travail accompli par la mandataire de l'intimée a consisté principalement dans la rédaction d'une réponse de onze pages et de deux écritures (du 28 avril 2021 et du 4 août 2021). L'indemnité de dépens est ainsi fixée ex aequo et bono à 1'500 francs. Cette indemnité sera mise à la charge de la recourante, qui succombe. (le dispositif est porté à la page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.